

l'Ouest).¹² De plus, près de 30 p. 100 de notre personnel s'occupant de relations commerciales et économiques dans les missions bilatérales du Canada à l'étranger sont postés en Europe.¹³ Près de 30 p. 100 des visites officielles à l'étranger (1988-1992) faites par le ministre du Commerce extérieur et plus de 40 p. 100 des voyages faits par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont l'Europe pour destination.¹⁴ Tout compte fait, ces tendances correspondent à des liens traditionnels qui, s'ils sont encore importants, n'en ont pas moins perdu de leur pertinence comparativement à la situation antérieure.

3. Le Japon : les limites du bilatéralisme

La montée en puissance du Japon a de quoi fasciner et frustrer tout à la fois. Les motifs de la fascination sont évidents pour tout le monde. Les Japonais se sont progressivement imposés au cours des deux dernières décennies comme des exportateurs très compétitifs de biens, de services et de capitaux. Le Japon est un membre clé du G-7. Il constitue l'un des pays les plus innovateurs du monde sur le plan industriel; sa part de la recherche-développement parmi les pays membres de l'OCDE s'élève à 18 p. 100 et il n'est devancé à ce chapitre que par les États-Unis.¹⁵ Les véhicules automobiles japonais ont forcé les trois grands fabricants américains à améliorer leur qualité et à accroître l'efficacité de leur fabrication. Les producteurs japonais ont affronté les Américains et ont réussi à gagner une place importante et, pour la plus grande partie du passé récent, une place dominante sur le marché international des semi-conducteurs. La part du volume mondial de l'IED détenue par les Japonais a pratiquement décuplé, passant de seulement 1,3 p. 100 vers la fin des années 60 à 12,2 p. 100 en 1990. La

¹² Andrew Griffith, «From a Trading Nation to a Nation of Traders Toward a Second Century of Canadian Trade Development», Document du Groupe de la planification des politiques, 92/5, pp. 32, 44, 101-102.

¹³ AECEC/MCBA.

¹⁴ Nous avons étudié la période 1988-1992. Les pourcentages excluent les déplacements vers l'Europe qui, de toute évidence, ne sont pas axés sur ce continent (p. ex., réunions ministérielles de l'OCDE ou réunions liées au NCM). Des indices d'ordre anecdotique donnent à penser que cette disproportion en matière de déplacements vaut également pour d'autres ministres fédéraux et provinciaux.

¹⁵ Calculées en fonction d'une parité du pouvoir d'achat, les dépenses japonaises représentaient 18,4 p. 100 du total de l'OCDE en 1989, comparativement à 44,5 p. 100 pour les États-Unis, et à 22,1 p. 100 pour les trois leaders de la CE : Allemagne, France et Royaume-Uni. Voir OCDE, Principaux indicateurs de la science et de la technologie, numéro 2 (1992), p. 16.